

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

MAÎTRE D'OUVRAGE :

**Communauté d'Agglomération Baie de Somme
Garopôle – place de la Gare
80 100 ABBEVILLE**

OBJET :

TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA PORTE BUSQUEE DU DOIGT A ABBEVILLE

MODE DE PASSATION :

Procédure adaptée
Art L 2123-1 – R 2123-1 – R 2123-4 – R 2123-5 du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - Objet du marché - Domiciliation de l'entrepreneur	
1.2 - Procédure de passation, forme et montant du marché	
1.3 - Décomposition en tranches et en lots	
1.4 - Intervenants	
1.5 - Mesures environnementales	
1.7 - Sous traitance	
1.8 - Cotraitance	
1.9 - Ordre de service	
1.10 - Notification	
1.11 - Clauses d'interprétation du contrat	
1.12 Devoir de conseil du titulaire	
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
ARTICLE 3 - DELAI(S) D'EXECUTION	9
ARTICLE 4 - PRIX - VARIATIONS DANS LES PRIX	10
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	
4.2 - Modalités de variation des prix	
ARTICLE 5 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	11
5.1 - Décomptes et acomptes mensuels	
5.2 - Présentation des demandes de paiement	
5.3 - Délai global de paiement	
5.4 - Paiement des cotraitants	
5.5 - Paiement des sous-traitants	
ARTICLE 6 – GARANTIES FINANCIERES	12
ARTICLE 7 –	13
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	
7.2 - Garanties financières de l'avance	
ARTICLE 8 – PENALITES.....	13
8.1 - Pénalités de retard d'exécution	
8.2 - Pénalités d'absence aux réunions de chantier	
8.3 - Pénalités pour retard dans les levées de réserves assorties à la réception	
8.4 - Pénalités pour non-respect du site	
8.5 - Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi	
8.6 - Pénalités pour non remise des documents fournis après exécution	
8.7 - Pénalités pour non respect des mesures environnementale	
ARTICLE 9 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	15
9.1 - Provenance des matériaux et équipements produits	
9.2 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	
9.3- Matériels et matériaux de type nouveau	
ARTICLE 10 - IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	15
ARTICLE 11 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	15

<i>11.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux</i>	
<i>11.2 - Plan d'exécution – note de calcul – Etudes de détail</i>	
<i>11.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail</i>	
<i>11.4 - Organisation - Sécurité et hygiène</i>	
<i>11.5 - Autorisations administratives - Utilisation du domaine public</i>	
<i>11.6 - Connaissance des lieux et de tous les éléments se référant à l'exécution des travaux, vérification préalable</i>	
<i>11.7 - Réparation des dommages</i>	
ARTICLE 12 – DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	18
<i>12.1 - Gestion des déchets de chantier</i>	
<i>12.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux</i>	
<i>12.3 - Documents à fournir après exécution</i>	
ARTICLE 13 – RECEPTION DES TRAVAUX	18
<i>13.1 - Dispositions applicables à la réception</i>	
<i>13.2 - Documents fournis après exécution</i>	
ARTICLE 14 – ASSURANCE	18
ARTICLE 15 – RESILIATION DU CONTRAT	19
<i>15.1 - Conditions de résiliation</i>	
<i>15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire</i>	
ARTICLE 16 – MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION.....	20
<i>16.1 - Clause de réexamen</i>	
ARTICLE 17 – REGELMENT DES LITIGES.....	20
ARTICLE 18 – DEROGATIONS	20

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1- Objet du marché

Les stipulations du présent CCAP concernent : Travaux de remplacement de la porte busquée du doigt à Abbeville

Précisions : La description des ouvrages, des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des **Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et son annexe.**

L'acheteur a décrit les prescriptions techniques, la nature des ouvrages à exécuter, leur nombre, dimensions et localisation. Ces descriptions n'ont en aucune manière un caractère limitatif.

De fait, les entrepreneurs auront obligation de prévoir tous les indispensables pour assurer le complet et parfait achèvement des travaux protégés, conformément aux règles de l'art, sans qu'ils puissent prétendre à une majoration du prix unitaire ou forfaitaire pour raisons d'omissions sur plans ou au C.C.T.P. ou sujétions se rapportant aux travaux.

L'entrepreneur est tenu de signaler lors de la remise de son offre, tout manquement dans le présent dossier de consultation, qui pourrait l'empêcher de mener à bien la réalisation de son marché. En absence de réserve émise dans son offre, l'entrepreneur aura obligation d'exécuter toutes les prestations nécessaires pour achever les travaux qui le concerne, et ce, sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration du prix. De même, il ne sera accordé aucun supplément de prix pour des modifications de détail nécessitées par les exigences de la construction ou pour les imprévus des entrepreneurs.

1.2 - Procédure de passation, forme et montant du marché

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 – R 2123-4 – R 2123-5 du Code de la commande publique.

Les candidats sont informés que l'acheteur, peut, conformément à l'article R2185-1 du code de la commande publique, décider à tout moment de déclarer sans suite la procédure pour des motifs d'intérêt général.

1.3 - Décomposition en tranches et lots

Au regard des interfaces entre le génie civil existant, les compléments de génie civil structurels à réaliser, et les ouvrages métalliques à intégrer dans ces génie civils, l'allotissement n'est pas retenu.

1.4 – Intervenants

Titulaire

1.4.1 – Titulaire

Le titulaire, aussi appelé prestataire ou opérateur, est défini à l'acte d'engagement comme le Titulaire du présent marché.

Le Titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter le personnel prévu dans sa proposition tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

Dès la notification du présent marché, le Titulaire désigne le responsable de secteur qualifié pour le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour piloter l'exécution des prestations et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus aux documents de la consultation. Le changement de responsable devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée ci-avant. Le remplacement est considéré comme accepté si la personne publique ne le refuse pas dans un délai de 45 jours. Si la personne publique refuse le remplaçant, le Titulaire dispose de 15 jours pour en désigner un autre et en informer le pouvoir adjudicateur.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS (résiliation pour faute du Titulaire).

1.4.2 – Sous traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations objet du présent marché, sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par celui-ci des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

En tout état de cause, il est seul responsable envers le pouvoir adjudicateur du parfait accomplissement des clauses du contrat. L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG – FCS.

En cas de sous-traitance non autorisée, le Titulaire encourt la résiliation du marché, conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG - FCS.

1.4.3– Maître d'Ouvrage

Communauté d'Agglomération Baie de Somme
Garopôle – place de la Gare
80100 Abbeville

1.4.4– Maître d'œuvre

68 Rue de l'Aqueduc – 75010 PARIS
Pierre François GOUJARD
pfgoujard@bief.fr
tel : 06/10/45/87/37

1.4.5 – Coordination en matière de sécurité de protection de la santé

Il n'est pas prévu de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, le chantier est cependant soumis aux dispositions précisées ci-après.

Seulement, en cas de groupement d'entreprises ou de sous-traitance de travaux, il sera désigné un coordonnateur SPS qui interviendra dans le cadre des dispositions suivantes :

- De la loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du conseil des Communautés Européennes n°92-57 en date du 24 Juin 1992.
- Du décret 94-1159 du 26 Décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Du décret n°2003-68 du 24 Janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil.
- De l'arrêté du 25 février 2003 modifiant l'arrêté du 7 mars 1995
- De l'arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L.235-6 du code du travail.

1.5 – Mesures environnementales

Les produits et déchets de chantier triés seront évacués conformément à la réglementation, par les filières d'élimination et de recyclage proposées par l'entrepreneur dans son offre et précisées pendant la période de préparation dans une procédure d'exécution.

L'entrepreneur devra assurer la traçabilité de tous ces déchets et respecter ses engagements sous peine de se voir appliquer les pénalités indiquées à l'article 4.7 suivant.

1.6 – Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte au moins l'un des objectifs de développement durable suivant :

- Encourager le recyclage au sein de l'entreprise
- Actions en matière de réduction de consommation de papier
- Optimiser sa consommation d'énergie grâce à un plan de réduction du gaspillage énergétique
- Intégrer la filière de recyclage des DEEE

Ces conditions devront être respectées par le titulaire. Au stade de la passation du marché, les candidats doivent s'engager dans leur offre, à les mettre en œuvre.

1.7 - Sous-traitance

Le titulaire d'un marché a la possibilité de sous-traiter sa prestation, sous réserve d'acceptation par l'acheteur.

Il est fait stricte application des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et des articles L2193-1 à L2193-16 du Code de la commande publique.

La sous-traitance s'entend comme l'opération par laquelle un entrepreneur confie sous sa responsabilité, à une autre personne appelée sous-traitant l'exécution de tout ou partie du contrat d'entreprise ou d'une partie du marché public conclu avec le maître d'ouvrage.

L'entreprise sous-traitante se verra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'acheteur.

Conformément aux dispositions de l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux, le fait de ne pas déclarer la sous-traitance en cours de marché est constitutif d'une faute ouvrant droit à la communauté d'agglomération de la Baie de Somme de prononcer la résiliation du marché sur le fondement de cette faute du Titulaire ;

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient, le candidat fournit à l'acheteur les documents suivants :

- Formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » complété par le titulaire du marché et son sous-traitant
- RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous-traitée est d'un montant supérieur à 600 euros TTC)
- Fournir une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné
- Déterminer le(s) prestations sous-traitée(s)
- Les documents et renseignements de candidature demandés au titulaire (à l'exception du DC1).

En application de l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux, toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

L'entreprise indique, lors de la soumission la nature et le montant de chacune des prestations qu'elle envisage de sous-traiter ainsi que les sous-traitants auxquels elle envisage de faire appel.

Conformément à l'article 3 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant de l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande.

Les demandes d'agrément devront être présentées par les entreprises au maître d'ouvrage (en lettre recommandée avec AR) au moins 15 jours avant la date prévue de leur intervention sur le chantier

Par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100 € par jour calendaire de retard.

Il est rappelé que le titulaire reste responsable de la bonne exécution des travaux.

L'acte spécial (formulaire DC4 publié par le ministère de l'économie et des finances) devra être signé par l'acheteur, le sous-traitant, le titulaire, et par le mandataire en cas de groupement d'entreprises.

L'acte spécial indique :

- ✓ L'objet et le numéro de marché

- ✓ La personne habilitée à donner des renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du Code de la commande publique ;
- ✓ La nature précise et le montant des prestations sous-traitées
- ✓ Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- ✓ Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - les modalités de calcul et de versement des acomptes
 - les dates d'établissement de prix
 - les modalités de mise à jour des prix le cas échéant,
 - les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses,
 - le comptable assignataire des paiements et, si le sous-traitant est payé directement,
 - le compte à créditer (avec production du BIC, IBAN, RIB, RIP, RICE)

Il devra être accompagné des documents suivants

- ✓ La déclaration du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- ✓ Les certificats, attestations, déclarations et documents du sous-traitant prévus aux articles R2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique ;
- ✓ Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- ✓ Les attestations d'assurance en cours de validité de responsabilité civile du sous-traitant
- ✓ En cas d'acte spécial de sous-traitance modificatif, l'exemplaire unique de l'acte de sous-traitance antérieur délivré au sous-traitant.

1.8 – Cotraitance

Le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la communauté d'agglomération de la Baie de Somme.

1.9 – Ordre de service

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG -Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au maître d'œuvre, dans un délai de **cinq** jours, décompté ainsi qu'il est précisé à l'article 3.2 du C.C.A.G – Travaux.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG-Travaux, lorsque l'entrepreneur estime que les prescriptions d'un ordre de service portant sur le règlement de prestations supplémentaires ou modificatives appellent des réserves de sa part, il doit sous peine de forclusion les présenter par écrit au Maître d'œuvre dans un délai de 15 jours.

1.10 Notifications

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté.
- Echanges dématérialisés dans les conditions suivantes : via le profil d'acheteur <https://marches-securises.fr>
- Echanges dématérialisés par voie électronique à une adresse électronique sécurisée et valide, identifiée dans l'acte d'engagement,
- Lettre recommandée postale avec accusé de réception.
- Par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.

En cas de groupement, les notifications sont faites directement au Mandataire du Groupement désigné. L'acte d'engagement précise l'adresse électronique du titulaire pour les notifications dématérialisées.

En outre, le titulaire informera le maître d'ouvrage, dans un délai ne pouvant dépasser 48 heures, de tout changement d'adresse électronique.

Il appartient au Titulaire de veiller au bon fonctionnement du dispositif de réception des courriels et d'en assurer la relève régulière. En cas de désaccord sur le caractère certain des dates et heures de ces notifications / communications, il appartiendra à celui qui conteste d'en apporter la preuve.

Cette adresse qui pourra être modifiée pendant l'exécution des prestations par une demande de modification de l'adresse électronique présentée par le titulaire.

Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jour

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG Travaux, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du Titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du Titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le Titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera envoyée par courrier et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du Titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du Titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le Titulaire n'accuserait pas réception, un appel téléphonique sera réalisé pour signaler l'envoi du courriel et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du Titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1.11 Clause d'interprétation du contrat

En cas de contradiction entre plusieurs stipulations (clauses ou alinéas) présents sur un même document, la stipulation la plus précise l'emporte sur la ou les stipulation(s) générale(s).

En cas de stipulations confuses ou imprécises, celles-ci sont interprétées au vu de l'intention ou de l'attente légitime du pouvoir adjudicateur, sous réserve de sa bonne foi et de sa capacité à prouver par tout moyen son intention. A défaut pour le pouvoir adjudicateur de pouvoir prouver son intention ou son attente légitime, l'interprétation est appréciée au vu de la commune intention des parties. Les documents remis lors de la consultation n'ayant pas valeur contractuelle, font partie de l'environnement du contrat et peuvent servir à l'interprétation d'une stipulation confuse ou imprécise notamment au vu de l'attente légitime qu'ils ont pu créer chez le pouvoir adjudicateur.

Dans les deux cas susmentionnés, le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché peuvent fixer l'interprétation d'une stipulation par avenant valant « Erratum », fondé sur Les articles L.2194-1 et R. 2194-1 du code de la commande publique.

1.12 Devoir de conseil du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer l'exécution des prestations et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E.);
- L'estimation détaillée mentionnant les prix unitaires et forfaitaires ;
- Le planning d'exécution détaillé rendu définitif ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe ;

- Le mémoire technique de l'entreprise ;
- Les annexes
- Le cahier des charges de l'affichage du panneau ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Les éventuelles informations complémentaires fournies aux candidats en cours de consultation (modifications de détail au dossier de consultation et réponses aux questions posées par les candidats)

ARTICLE 3 : DELAI D'EXECUTION

Délai d'exécution

Le délai d'exécution court à compter de la délivrance de l'Ordre de Service unique (délivré avant la période de préparation). Cet OS couvre donc l'ensemble des délais d'exécution (préparation + phase travaux) Aucun OS ne sera délivré pour ordonner le passage de la préparation à la phase effective des travaux, par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux 2021.

Les tâches relevant de la période de préparation seront renseignées par le soumissionnaire dans son mémoire technique.

Le délai d'exécution s'entend en jours calendaires (dimanches et jours fériés).

Le délai d'exécution des travaux, y compris phase de préparation est de 5 mois

Le démarrage des travaux, y compris période de préparation est prévu dès la notification du marché prévue en juillet 2025

Date prévisionnelle de commencement des travaux :

La délivrance de l'Ordre de Service unique interviendra dès la notification du marché. La notification du marché est prévue - en juillet 2025.

Le planning détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution.

Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 10 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée.

Pour permettre la constatation des journées d'intempéries pouvant donner lieu à prolongation du délai d'exécution, l'entrepreneur doit signaler au maître d'ouvrage les journées au cours desquelles le travail a été effectivement arrêté sur le chantier. Elles cessent d'être prises en compte pour les travaux à réaliser à l'intérieur des locaux mis hors d'eau et hors d'air.

Le délai pour avertir l'acheteur d'un arrêt de chantier pour intempéries est de 24 heures maximum après l'intempérie supposée. A défaut, même si le relevé météorologique permet d'identifier la journée comme « intempérie » celle-ci ne sera pas prise en compte.

Le maître de l'ouvrage validera ou non la demande d'intempérie sur la base des relevés météorologique transmis par l'entreprise.

Par dérogation à l'article 18.2.3. du CCAG-Travaux, les samedis, dimanches, jour fériées et chômés ne seront pas pris en considération dans le calcul des journées d'intempéries.

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	0 ° C	1 jour
Pluie	30 mm et une hauteur de 10 mm/jour	1 jour
Vent	60 km/h	1 jour
Neige	+ 1 cm	12 heures
Verglas	Tendance empêchant les transports ou la circulation sur les planchers	Néant

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : **ABBEVILLE**

ARTICLE 4 : PRIX - VARIATIONS DANS LES PRIX

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires ou forfaitaires.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants

Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché seront établis en tenant compte également des éléments qui suivent :

- les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement
- des sujétions d'exécution particulières suivantes :
 - ✓ La circulation sera maintenue pendant toute la durée des travaux
 - ✓ Exécution de travaux en terrain privé indiqués sur les plans
 - ✓ Des dépenses liées au stockage, à l'évacuation, l'élimination et le recyclage éventuel des déchets de chantiers

Le titulaire aura pris connaissance des sites avant d'établir ses prix. Le titulaire reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son acte d'engagement :

- apprécié toute difficulté inhérente aux sites, aux moyens de communication,
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de tous services ou autorités compétentes.

L'acheteur pourra ordonner un arrêt immédiat en cas de sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, de leur éclairage artificiel et de leur signalisation.

Les prix s'entendent toutes sujétions comprises.

Conformément aux dispositions de l'article 9.1.1. du CCAG-Travaux ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- ✓ de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;

- ✓ de phénomènes naturels ;
- ✓ de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- ✓ des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- ✓ de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Le Titulaire est réputé avoir complètement évalué et valorisé les prestations à réaliser et les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché. Il ne saurait revendiquer de coûts supplémentaires ou invoquer l'évaluation insuffisante.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont fermes.

ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

5.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions de l'article L2191-4 du Code de la commande publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Il est rappelé que quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément.

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, l'acheteur notifie au titulaire le décompte général douze jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde.

5.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Toute facture déposée dans Chorus doit impérativement faire référence au n° Siret de la collectivité.

Pour toute aide, vous pouvez consulter le guide « Premier pas sur Chorus » à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus.pro.gouv.fr/documentation/premiers-pas-sur-chorus-pro-pour-les-emetteurs-de-factures>

Nous vous invitons à utiliser cette nouvelle procédure sans attendre, pour cela si cela n'est pas encore le cas, il vous suffit de créer votre compte sur la solution CHORUS Pro à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce site met également à votre disposition une assistance sous forme d'aide en ligne et de hotline.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

En complément des dispositions au CCAG, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas les mentions suivantes :

- ✓ les références du marché ;
- ✓ le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- ✓ la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- ✓ en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC
- ✓ en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- ✓ l'application de l'actualisation ou de la révision de prix ;
- ✓ le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- ✓ les pénalités éventuelles pour retard ;
- ✓ les avances à rembourser ;
- ✓ le montant de la TVA ;
- ✓ le montant TTC

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 20007099300015

5.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

5.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné ci-dessus. L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

ARTICLE 6 : GARANTIES FINANCIERES

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

ARTICLE 7 : AVANCE

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermée. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Il n'est pas exigé de garantie financière pour l'avance.

ARTICLE 8 : PENALITES

8.1 - Pénalités de retard d'exécution

En fin de travaux (= fin du délai d'exécution) et au-delà par jour calendaire de retard : 100,00 €

Le « retard » correspond à tout manquement constaté de l'entrepreneur à ses engagements et porté au procès-verbal des rendez-vous de chantier.

Dans ce cas le retard entraîne l'application des pénalités prévues ci-dessus et ce, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le niveau maximum de pénalités de retard d'exécution est limité à 15 % du montant du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.1. du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Il n'est pas prévu de primes d'avance.

8.2 - Pénalités d'absence aux réunions de chantier

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le Maître d'ouvrage.

En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 19.2.4 du C.C.A.G., une pénalité fixée à 50,00 €.HT (cinquante euros) par réunion.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment informée du chantier sur le plan technique et administratif.

Le compte rendu de chantier devient contractuel si aucune remarque n'est faite dans le délai de huit jours suivant la date de réception ou pendant la prochaine réunion pour les personnes présentes.

8.3 - Pénalités pour retard dans les levées de réserves assorties à la réception

Lorsque la réception des travaux est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons dans le délai fixé par le maître d'ouvrage ou le représentant de l'acheteur, dans le procès-verbal des opérations préalables à la réception. Passé ce délai, le titulaire encourt des pénalités d'un montant de 150 € HT par jour calendaire de retard. Ces pénalités sont appliquées jusqu'à la date de leur achèvement, même si après mise en demeure adressée à l'entrepreneur défaillant et restée sans réponse, le Maître d'Ouvrage décide l'application du 2ème alinéa de l'article 41.6 du C.C.A.G TX.

Le titulaire autorise le Maître d'ouvrage à prendre ou faire prendre par tout entrepreneur de son choix les mesures propres à réduire et/ou absorber le retard aux seuls frais et risques du titulaire défaillant.

8.4 - Pénalités pour non-respect du site

Par dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G TX, les contributions ou réparations éventuellement dues pour dégradations causées aux sites mentionnés au CCTP sont entièrement à charge de l'entrepreneur responsable.

Une pénalité de 100 euros sera appliquée pour le non-respect du site, en particulier :

- Usage de surface située hors de l'installation de chantier
- Stationnement ou stockage en dehors des zones autorisées
- Non enlèvement des détritits et de leur stockage dans les bennes prévues et mises en place à cet effet
- Non évacuation des déblais,
- Salissure des voies d'accès ou de toute autre partie hors de l'emprise de chantier (notamment ruissellement d'eau chargée), des circulations.
- Tout comportement ou disposition pouvant causer un risque pour les usagers du site après mise en demeure du Maître d'ouvrage restée sans effet

8.5- Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi :

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant de l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de quinze jours par dérogation à l'article 37.2 du CCAG – Travaux après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

8.6 - Pénalités pour non remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans, dossiers, et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires conformément à l'article 12.3 du C.C.A.P., le titulaire encourt une pénalité journalière calendaire fixée à 100 €.HT.(cent euros) par jour de retard.

8.7 - Pénalités pour non respect des mesures environnementale

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets du chantier constaté contradictoirement avec l'entreprise, celle-ci en infraction encourt, après mise en demeure préalable non suivie d'effet, une pénalité fixée à 100 €.HT (cent euros) par jour d'infraction.

ARTICLE 9 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

9.1 - Provenance des matériaux et équipements produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

9.2 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

9.2.1 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits sur le chantier

Le C.C.T.P. définit les éventuels compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

9.2.2 - Autres essais et vérifications des matériaux et produits

Le Maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par l'application d'un prix de bordereau.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'ouvrage.

9.3 – Matériels et matériaux de type nouveau

Si l'entrepreneur propose dans son offre d'utiliser des matériaux ou matériels de type nouveau, il doit en fournir une énumération claire dans son mémoire technique, accompagné par les notices techniques des fournisseurs.

ARTICLE 10 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Piquetage général

Conformément à l'art. 27.2.3 du C.C.A.G., le piquetage général est effectué contradictoirement, avec le degré de précision indiqué au C.C.T.P. avant le commencement des travaux pour l'ensemble des ouvrages.

ARTICLE 11 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

11.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Le délai de la période de préparation est de 2 mois compris dans le délai d'exécution du marché qui est de 5 mois.

Il est procédé, par les soins du titulaire, au cours de cette période de préparation à l'établissement et à la présentation au visa du Maître d'ouvrage et Maître d'oeuvre des documents suivants dont la liste n'est pas exhaustive :

- Programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus
- Planning d'exécution des travaux,
- Fiches d'agrément des matériaux et matériels,

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG - Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du VISA du Maître d'œuvre pour chacun des documents précités. Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG – Travaux le maître d'œuvre dispose d'un délai de 7 jours pour remettre son VISA.

11.2 – Plan d'exécution – note de calcul – Etudes de détail

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ils sont soumis au visa du maître d'ouvrage.

11.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultantes des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En cas d'application de l'article R.341-36 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère, et dans l'affirmative, certifiant que les salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

11.4 - Organisation - Sécurité et hygiène

L'article 31 du C.C.A.G.Travaux s'applique.

11.4.1. – Installation de chantier

L'installation de chantier et son repliement seront assurés par l'entrepreneur et ce entièrement à sa charge.

11.4.2 - Signalisation de chantier

Lorsque les travaux intéressent la circulation publique, la signalisation à l'usage du public doit être conforme à la réglementation en vigueur, et en particulier à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière 8^{ème} partie : signalisation temporaire (arrêté du 6 novembre 1992 paru au journal officiel le 30 janvier 1993). Elle est réalisée par l'Entrepreneur qui a en charge la fourniture, la mise en place et le maintien en état des panneaux et dispositifs adaptés de signalisation.

11.4.3 - Maintien des accès riverains, accès aux bouches d'incendie

Le minimum de gêne sera apporté, de jour comme de nuit, aussi bien à la circulation sur la voie publique qu'aux propriétés riveraines pour lesquelles des passages seront aménagés par les soins et aux frais de l'entrepreneur, tant pour les piétons que pour les véhicules légers et lourds.

L'accès aux bouches d'incendie, et d'une façon générale à tous les dispositifs de sécurité et de service sera constamment assuré (passage des ambulances, des véhicules pompiers, des bennes à ordures, etc...).

11.4.4 - Maintien en état des voies, réseaux et bâtiments

A - Généralités

L'entrepreneur sera responsable du maintien en bon état des voies, réseaux divers, et devra signaler suffisamment à temps aux sociétés concernées les permissions, arrêtés ou dérogations qu'il y aura lieu de solliciter des Pouvoirs Publics.

Il ne saurait se prévaloir à l'encontre de la responsabilité résultant du présent article, des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du marché, lesquels sont réputés n'être fournis qu'à titre indicatif.

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires pour ne compromettre à aucun moment la stabilité des ouvrages et des bâtiments existants au voisinage du chantier.

De plus, l'entrepreneur engagera totalement sa responsabilité en cas de désordres dégradations, dommages ou préjudices causés aux ouvrages publics ou privés existants ainsi qu'aux tiers. Il sera tenu responsable dans tous les cas, dès lors que les dommages auront trouvé leur origine dans l'exécution des travaux. Cette responsabilité s'étendra sur une période de 10 (dix) années suivant la réception des travaux.

Les déclarations d'intention de commencement de travaux seront formulées d'une manière générale auprès de tous les services publics concernés (Assainissement, Eau Potable, FRANCE TELECOM, EDF, GDF, Fibre Optique, etc...), sur l'initiative et à la charge de l'entrepreneur, à l'aide du formulaire type en application du décret 91-1147 du 14 octobre 1991.

B - Travaux à proximité des réseaux des Télécommunications

L'entrepreneur devra tenir compte de la réglementation contenue dans le Code des Postes et Télécommunications quant à la construction d'ouvrages et canalisations aux abords des installations de télécommunications.

C'est 20 (vingt) jours au moins, avant l'ouverture du chantier, que l'entrepreneur devra informer les services de France Télécom.

En cas de dommages causés accidentellement à un câble de télécommunication, même une simple perforation par outil pointu, l'entrepreneur préviendra immédiatement le service intéressé. La perforation sera aussitôt obturée par une toile adhésive, genre "chatterton" pour éviter une aggravation du dommage par pénétration d'humidité dans l'âme du câble, et de ce fait, une augmentation parfois importante des frais de réparation dont le remboursement sera réclamé dans tous les cas à l'entrepreneur responsable.

Si des troubles de toutes natures ou des avaries résultant des travaux du présent marché se révélaient ultérieurement sur les câbles souterrains de télécommunications, l'entrepreneur sera tenu de rembourser à l'Administration des Postes et Télécommunications, les dépenses nécessitées par les réparations de ces câbles (main d'œuvre, transport, etc.)

C - Travaux à proximité des lignes électriques souterraines

L'entrepreneur devra se soumettre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 février 1971 pris en application de la circulaire n° 70-21 du 21 décembre 1970 du Ministère du Développement Industriel et Scientifique qui fait obligation à toute personne physique ou morale qui se propose d'effectuer ou de faire effectuer des travaux à proximité de câbles ou lignes électriques d'en aviser le représentant local de la distribution d'énergie électrique, 10 (dix) jours francs au moins avant la date prévue des travaux à EDF

D - Travaux à proximité des conduites de distribution publique de gaz

L'entrepreneur devra se conformer aux dispositions réglementaires destinées à assurer la protection des ouvrages gaziers et, en particulier à l'article 29 du décret du 23 Janvier 1964 relatif au régime des transports de gaz par canalisations qui prévoit que des arrêtés préfectoraux fixeront les conditions dans lesquelles les transporteurs de gaz doivent être avisés en temps opportun des travaux exécutés au voisinage de leurs canalisations, et qui entre autres choses lui fait obligation en son article 1^{er}, d'une déclaration d'intention de travaux dans un délai de 10 (dix) jours francs au moins avant la date prévue pour le début des travaux.

E- Travaux à proximité des conduites d'Assainissement et d'Eau Potable

L'entrepreneur devra s'adresser aux concessionnaires concernés selon les sites géographiques d'interventions.

11.5 - Autorisations administratives - Utilisation du domaine public

11.5.1. - Autorisations administratives

Elles seront conformes à l'article 31.3 du C.C.A.G.Travaux, et donc à la charge du maître d'ouvrage : occupation temporaire du domaine public ou privé, permission de voirie, permis de construire nécessaire à la réalisation des ouvrages du marché.

11.5.2 - Utilisation du domaine public

Par dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G., l'entrepreneur supportera la totalité des dépenses relatives aux remises en état des lieux, le cas échéant.

En outre, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour assurer en permanence la propreté des voies utilisées.

11.6 - Connaissance des lieux et de tous les éléments se référant à l'exécution des travaux, vérification préalable

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des lieux d'implantation des ouvrages et de tous les éléments en relation avec l'exécution des travaux,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- avoir procédé à une visite détaillée des lieux du chantier et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et abords,
- avoir examiné toutes les indications des documents du dossier de consultation, s'être assuré qu'elles sont suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre.

11.7 – Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescription d'ordre de service.

ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER

12.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

12.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

12.3 - Documents à fournir après exécution

L'entrepreneur remet au maître d'œuvre **au plus tard 8 jours** après la demande réception : le cas échéant : les plans et autres documents conformes à l'exécution La transmission se fera sur support physique numérique (clé USB) + un exemplaire papier.

ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX

13.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement des travaux ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

La procédure de réception se déroule, dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG Travaux. Toutefois, une réception partielle peut avoir lieu dans les conditions définies à l'article 42 du CCAG Travaux.

Le titulaire avise l'acheteur de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'ouvrage aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'ouvrage, ce dernier décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

ARTICLE 14 : ASSURANCE

En application de l'article 8.1.3 du CCAG – Travaux, tout titulaire (mandataire et co-traitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement des travaux, qu'il est titulaire des contrats d'assurance au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'entrepreneur, ainsi que les co-traitants et sous-traitants, doivent justifier qu'ils sont titulaires :

1 / d'une assurance au titre des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers et le Maître d'Ouvrage en cas d'accidents ou de dommages causés pendant l'exécution des travaux et après réception des travaux.

L'entrepreneur s'oblige impérativement à fournir au stade de la remise de son offre, une attestation précisant :

- les activités dont l'assureur accepte de couvrir les conséquences.
- -la période de validité des garanties (celle-ci doit inclure la période à laquelle le marché sera notifié à l'entrepreneur)
- le montant des capitaux couverts, par nature de dommages.
- les éventuelles conditions de validité de garanties, telles que : la taille maximale du chantier pour lequel l'assureur accorde sa garantie (exprimée en montant de travaux)
- Cette attestation devra être produite à chaque échéance du contrat d'assurances si le chantier s'étend sur une période supérieure à la période de validation prévue dans l'attestation initiale.

2 / d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1 à 1792-4-3' 1792-5 du Code Civil.

Il s'oblige impérativement à fournir une attestation précisant :

- les activités dont l'assureur accepte de couvrir les conséquences.
- le montant des capitaux couverts, pour dommages matériels et pour dommages immatériels.
- l'abrogation ou l'application de la règle proportionnelle de capitaux.
- les éventuelles conditions de validité de garanties, telles que : la taille maximale du chantier pour lequel l'assureur accorde sa garantie (exprimée en montant de travaux)

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'entrepreneur a, à l'égard du maître de l'ouvrage, même après réception et paiement des travaux, la responsabilité pécuniaire des dommages aux personnes et aux biens causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

ARTICLE 15 : RESILIATION DU CONTRAT

15.1 - Conditions de résiliation

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2,0 %.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 16 : MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION

16.1 - Clause de réexamen

Le présent marché peut être modifié, quel que soit le montant, sous la forme de clauses de réexamen, tel que le prévoit l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, dans les cas suivants :

- Modification de la formule de révision des prix, notamment des indices.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de modifier la formule de révision : part fixe, part non fixe, fréquence de révision, indice de révision, disparition de l'indice de révision ; dans le cas où celle-ci serait déconnecté(e) du contexte économique.

- Substitution d'un matériau à celui initialement prévu

La pénurie des matières premières, et la hausse des prix des approvisionnements (si + de 8 %) sont notamment, susceptibles d'avoir des conséquences sur les conditions économiques du contrat. Toute demande de substitution d'un matériau, équipement à celui initialement prévu et devenu incontournable ou trop cher sera donc étudiée par le maître d'ouvrage. Les conditions de réalisation et de délais des prestations pourront éventuellement être aménagées.

Le titulaire du contrat transmettra un mémoire justifiant la hausse des prix ou les difficultés d'approvisionnement, ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre initial du contrat. En cas de désaccord entre le titulaire et le maître d'ouvrage sur les termes de la modification, il sera procédé à une modification unilatérale du contrat. La modification du contrat se matérialise alors **via** un avenant.

- Apparition de modèles innovants

Le titulaire du marché s'engage, en cas d'apparition de modèles/équipements innovants similaires/substituables à ceux commandés dans le marché initial, à proposer une sélection d'articles pouvant être commandés en cours d'exécution du présent marché, sans qu'il ne soit nécessaire d'établir un prix nouveau au sein du BPU/DPGF. Le marché pourra alors être modifié conformément à l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique dans les conditions suivantes :

- Après justification du titulaire de l'innovation des nouveaux modèles proposés (attestations, recommandations, fiches techniques...)

- Après acceptation du Maître d'ouvrage du devis proposé par le titulaire et la notification des commandes modifiées par mail RAR au titulaire du marché.

- Usage de matériaux de type nouveau contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) prescrits par le maître d'œuvre et maître d'ouvrage.

Si le candidat propose, dans son offre ou en cours de chantier, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire la clause de réexamen suivante:

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition : pendant le délai de ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes :
.....

ARTICLE 17 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, seul le Tribunal administratif d'Amiens est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 18 : DEROGATIONS

L'article 1.7 déroge à l'article 3.6.1 du CCAG – Travaux.
L'article 1.7 déroge à l'article 3.6.1.5 du CCAG – Travaux.
L'article 1.9 déroge à l'article 1.1.2 du CCAG – Travaux.
L'article 1.9 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG – Travaux.

L'article 1.9 déroge à l'article 3.1.2 du CCAG – Travaux.
L'article 1.9 déroge à l'article 13.5 du CCAG – Travaux.
L'article 1.10 déroge à l'article 3.1.2 du CCAG – Travaux.
L'article 1.10 déroge à l'article 13.5 du CCAG – Travaux
L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG – Travaux.
L'article 3 déroge à l'article 18.1.1 du CCAG – Travaux.
L'article 3 déroge à l'article 18.2.3 du CCAG – Travaux.
L'article 8.1 déroge à l'article 19.2.1 du CCAG – Travaux.
L'article 4.2 déroge à l'article 9.4.4 du CCAG – Travaux.
L'article 8.2 déroge à l'article 19.2 du CCAG – Travaux.
L'article 8.2 déroge à l'article 19.2.4 du CCAG – Travaux
L'article 8.4 déroge à l'article 34.1 du CCAG – Travaux.
L'article 8.5 déroge à l'article 37.2 du CCAG – Travaux.
L'article 11.5.2 déroge à l'article 34.1 du CCAG – Travaux.
L'article 11.1 déroge à l'article 29.1.5 du CCAG – Travaux.